



La question du communautarisme en contexte migratoire. Eléments pour un débat

Brahim Labari

► To cite this version:

Brahim Labari. La question du communautarisme en contexte migratoire. Eléments pour un débat. Immigration, asile, intégration, discriminations : la nouvelle politique marocaine à la lumière de l'expérience espagnole, Ministère de l'emploi et de la sécurité sociale (Madrid), Oct 2014, Madrid, Espagne. <hal-03391183>

HAL Id: hal-03391183

<https://hal.science/hal-03391183v1>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

La question du communautarisme en contexte migratoire

Eléments pour un débat

Brahim Labari

Sociologue

Laboratoire Interdisciplinaire des Sciences Sociales (LISS)

Laboratoire Lorrain des Sciences Sociales (2L2S)

Communication aux journées de réflexion

« Immigration, asile, intégration, discriminations : la nouvelle politique marocaine à la lumière de l'expérience espagnole »

Ministère de l'emploi et de la sécurité sociale

Madrid (Espagne), 27 et 28 octobre 2014

En préambule, je voudrais faire deux remarques préliminaires pour introduire le sujet.

La première est que chaque tradition nationale a une attitude spécifique s'agissant de l'inclusion des communautés migrantes. En guise d'exemple, on cite le modèle anglo-saxon qui développe une reconnaissance ardue du fait communautaire et qui ne nourrit aucun complexe quant à l'existence et à l'approfondissement des communautés migrantes au sein de la société majoritaire. Le second modèle, dit jacobin, est le modèle français pour lequel la nation ne peut être réduite à une juxtaposition de communautés. Pas seulement les communautés immigrées, mais toutes les minorités culturelles ou linguistiques qui font historiquement partie du ciment national.

La seconde remarque que je voudrais introduire est que le communautarisme est plus ou moins toléré en fonction du nombre des migrants dans une société d'accueil, du statut de l'immigré, de sa position sociale et de sa génération.

Je vais commencer la présente communication par identifier les contours du concept de communautarisme qui oscille entre :

Le langage courant avec toute la charge négative qu'il comporte, le communautarisme étant pénétré d'un sens péjoratif, synonyme de fermeture, de repli sur l'entre-soi communautaire, de production d'une contre-culture qui serait attentatoire aux cultures nationales.

La sociologie qui voit dans le communautarisme une forme sociale comme une autre avec un mode de vie partagé d'une population donnée, l'adhésion à des valeurs similaires, à des croyances communes.

Et enfin une dimension socio-politique, qui ne doit pas être occultée, reconnaissable à des prises de positions autour de la question identitaire des minorités migrantes au sein des Etats-Nations. Il suffit de voir les débats autour de cette question dans la plupart des pays européens, avec la montée des extrêmes-droites xénophobes.

Je tenterai ensuite d'identifier les différentes manifestations « communautaristes » en contexte migratoire en analysant leurs impacts.

Je terminerai par quelques questionnements au regard des acquis de la sociologie des migrations avec le processus de mondialisation.

I – Le communautarisme en contexte migratoire : Une définition à repenser

Le communautarisme, entendu dans un sens étroit dans la perspective de « ce qui se ressemble s'assemble », peut être considéré comme une norme de la vie sociale, la destinée manifeste des minorités immigrées, portées à partager le quotidien dans une forme de ghettoïsation dans un espace où le lien communautaire est plus prégnant que le lien social.

Sociologiquement parlant, avec l'établissement durable des populations d'origine musulmane dans les pays européens, la formation des communautés au sein de ces Etats-Nations est devenue un processus inéluctable. Dans un certain nombre de pays de longue tradition migratoire comme la France, les Pays-Bas ou encore l'Angleterre, on en arrive à la troisième, voire à la quatrième génération des vagues migratoires. Cette donne change à l'évidence le paysage populationnel et démographique de la plupart des pays européens, il en va de même de la participation active des populations d'origine immigrée aussi bien à l'économie de l'UE, qu'à l'économie des pays d'origine. Tout cela fait des migrants des acteurs économiques transnationaux, mais aussi le baromètre de l'ouverture des sociétés européennes

Les études sociologiques fondatrices rappellent que la communauté est une catégorie moins complexe que celle de société ou présentant des caractéristiques plus primaires par rapport à cette dernière (Tönnies, 1977). L'existence d'une conscience collective commune, d'un sentiment d'appartenance à une même nationalité ou continent, la prise de conscience de leurs différences vis-à-vis des Européens sont autant d'éléments caractérisant la communauté marocaine par exemple en Europe. Des différences économiques ou idéologiques existent entre les membres de la communauté : différences de salaire, de statut, d'implication dans la

société locale. Mais des institutions les fédèrent et un tissu associatif dense existe pour défendre leurs intérêts et les aider à mieux s'établir dans différents pays européens.

La dimension socio-politique du communautarisme réside dans la façon avec laquelle les pays européens conçoivent et mettent en pratique des politiques migratoires : les uns, partisans de l'assimilation, une certaine droite souverainiste et l'extrême droite vilipende le concept est l'assimile à la démolition de la culture nationale, à la communautarisation du fait national arguant que la nation est une et indivisible. Elle ne peut se réduire à une juxtaposition de communautés. D'autres démarches intégrationnistes reconnaissent le communautarisme comme un état de fait et que l'Etat jacobin centralisateur, parce que suranné, a du mal à reconnaître passant outre le fameux adage qui a valeur de credo : « Si tu brises tes chaînes, tu te libères. Si tu coupes tes racines, tu meurs ».

Alors, qu'est-ce que le communautarisme ? On va partir d'une définition basique pour ensuite en montrer les limites et les insuffisances.

Définition : concentration d'une population étrangère ou issue de l'immigration dans un espace à l'intérieur de l'Etat-nation et dont les valeurs, les traditions et les pratiques, y compris religieuses, sont transposées au sein de cet espace.

On parle souvent du communautarisme sans se poser la question de ce à quoi il renvoie comme significations et ce qu'il recouvre comme pratiques.

Je pose, en guise d'hypothèses, les axes suivants :

Le communautarisme serait un révélateur des enjeux socio-économiques que traversent les sociétés occidentales.

Le communautarisme serait un bouc émissaire de la crise de la société française dans son positionnement par rapport aux différentes générations migratoires qui l'ont composé. Le communautarisme serait un arbre au sein de la forêt du choc des civilisations.

Si l'on pose la définition précédente du communautarisme, on est tout de suite saisi par un questionnement implicite : ce modèle de valeurs, de traditions, de pratiques transposées est-il compatible avec l'Etat-nation ? Et d'abord, qu'est-ce que l'Etat-nation ? C'est une synthèse territoriale et politique qui permet à une population diverse de vivre sans heurts notoires. Et cette stabilité est régulée par l'Etat garant de l'intérêt général.

Je reviens à la question de la compatibilité du communautarisme avec l'Etat-nation ainsi défini.

La plupart des définitions placent l'accent sur la fonction de ce concept. Prenons le mot à sa racine. Le communautarisme revient à vivre en communauté, c'est le fait d'exalter la communauté, de lui emprunter le mode de vie. Mais le fait de vivre ainsi n'est en rien attentatoire à l'Etat-Nation. Ceux qui le pensent ont une conception ethnique de la nation et une représentation étroite, fermée, autarcique.

En sondant encore plus le concept de communauté, il est indiscutable sociologiquement que toutes les sociétés modernes sont issues de la communauté. D'après le sociologue Emile Durkheim, la société n'est que la forme complexe de la communauté. Il parle de la société à solidarité mécanique et à solidarité organique. Ainsi le fait de désigner une organisation sociale de communautaire équivaut à souligner qu'elle n'a pas encore atteint le niveau de civilisation acceptable. Ce n'est pas par hasard que ce sont essentiellement les partis nationalistes qui font leur cette vision des choses. Mais dans l'Europe d'aujourd'hui, le communautarisme n'est que rarement défini par son contenu mais souvent par son contenant, notamment religieux et ethnique.

Passons justement aux manifestations empiriques du communautarisme en contexte migratoire.

II – Les manifestations et les fonctions du communautarisme en contexte migratoire

Ce qui est patent quand on lit un tant soit peu l'abondante littérature consacrée à cette question, on ne peut manquer de relever la centralité du référent religieux, islamique des immigrés et de leurs descendants.

Une enquête récente de l'INED, réalisée en 2013 et intitulée « Sécularisation ou regain religieux : la religiosité des immigrés et de leurs descendants » fait valoir que « *Les immigrés venant du Maghreb, de Turquie et d'Afrique sahélienne sont dans plus de 90% des cas musulmans lorsqu'ils déclarent une religion, tandis que les immigrés d'Europe du Sud sont catholiques. Les originaires des DOM sont très majoritairement Catholiques, avec une minorité croissante de Protestants (...) la communauté juive d'Afrique du Nord est essentiellement perceptible dans l'enquête parmi les descendants d'immigrés originaires du Maroc et de Tunisie (6% se déclarent de religion juive)* ».

S'agissant de la question spécifique du communautarisme, le rapport conclut sans nuances : « *Les taux d'homophilie religieuse calculés pour les seuls réponses exprimées montrent que des*

3 groupes étudiés (catholiques, musulmans et athées, ndlr), les musulmans sont les moins homophiles ». Plus précisément ce sont les musulmans qui ont le plus d'amis à l'extérieur de leur groupe d'appartenance. Ce résultat invalide le supposé repli sur soi que le discours politico-médiatique consacre régulièrement.

Et les auteurs de conclure que : *« Il n'y a pas une rupture générationnelle qui signalerait un rapport plus intense à la religion chez les jeunes nés en France, mais plutôt une affirmation plus grande de la religion parmi les populations immigrées depuis les années 1980 qui s'inscrit dans un mouvement plus global d'évolution de la fonction de la religion dans les pays musulmans »*

Au-delà de cette étude sérieuse, l'islam en Europe ou l'islam d'Europe est pensé à bien des égards comme le vivier du communautarisme. Je vais citer pêle-mêle ses manifestations, le plus souvent médiatisées à outrance :

Sur le port du foulard à l'école, on peut lire par exemple dans un journal conservateur : **« Port du voile dans les cours de récréation, revendications de repas halal à la cantine, absentéisme chronique au moment des fêtes religieuses, prières clandestines dans les gymnases ou les couloirs... De manière insidieuse, le communautarisme musulman cherche à gagner du terrain dans le système éducatif français ».**

Une autre manifestation concerne la construction des mosquées – cathédrales. En Suisse par exemple, un référendum a même été organisé sur la question des minarets. Cette question déborde le communautarisme en tant que façon de pratiquer son rite religieux dans des Etats laïc, c'est-à-dire attachés à la liberté de culte de tous ses citoyens sans distinction. C'est plutôt à un communautarisme de type architectural auquel il est constamment fait allusion, signifiant par là que ces mosquées-cathédrales seraient de nature à dénaturer le paysage urbain...

Je passe rapidement sur le port du nifaz dans l'espace public et sur son bannissement par des législations nécessitant l'intervention de l'Etat en tant que « détenteur du monopole de la violence légitime ».

Le commerce ethnique, chinois entre autres, est aussi révélateur de l'ambivalence de ce communautarisme parce qu'on ne mesure pas suffisamment l'apport des immigrés aux économies nationales. Et comme Buzniss is buzniss, l'immigration économique est toujours la bienvenue dans les marchés européens passant au second plan le supposé

communautarisme des valeurs et des modes de vie qui la caractérise. Les pays-anglo-saxons, décidément précurseurs, et les Pays-Bas vantent les mérites des communautés ethniques :

En Angleterre, les communautés ethniques représentent 5,3 % de la population anglaise en 1991, 7% en 2003 et avoisinant 11 % en 2013. Leur pouvoir d'achat est estimé à plus de 50 milliards de dollars. Ses statistiques ont été rendu possible parce qu'au RU, contrairement à la France, on recense sans complexes les ethnies depuis 1991. Tout cela est soutenu par l'existence des médias communautaires : 180 titres de presse ethnique et 15 chaînes essentiellement asiatiques...

Toutes ces considérations communautarisme remplirait une triple fonction :

1/ La première est avec bonheur sociologique. Le communautarisme révèle des enjeux socio-économiques, l'évolution des sociétés européennes en tant que sociétés ouvertes aux flux migratoires et à la circulation des idées et des contre-idées et à la diffusion de la diversité humaine.

2/ La deuxième est idéologique. Le communautarisme s'érige, surtout à l'approche des élections, en un bouc émissaire de la crise des sociétés européennes. L'argument est toujours le même. Si la société française va mal, c'est parce qu'elle traverse une grave crise identitaire. Certains sont même allés jusqu'à faire valoir la nécessité de créer un ministère de l'identité nationale et de l'immigration. Ce qui fut fait.

3/ La troisième fonction : je la formulerai dans ces termes. Le communautarisme en contexte migratoire est un arbre qui cache la forêt de la difficulté des politiques de gérer la diversité humaine, surtout en période de crise. Souvent les opinions publiques nationales majoritaires dont les médias s'en font les porte-paroles exercent une pression durable sur les décideurs politiques. Malgré les tentatives d'harmoniser les politiques publiques en matière d'immigration en Europe, force est de constater la persistance des mêmes problématiques et la mobilisation des recettes nationales différentes pour réguler le fait communautaire.

Pour terminer, je vais verser au débat quelques questionnements

III – De quelques questionnements

Le communautarisme n'est peut être plus celui dont nous traitons, l'émigrant devenant immigré, l'immigré se muant en national, le national devenant à son tour le transnational. Ces mutations font aussi muter les formes que revêt le communautarisme qui pourrait désormais être dit en réseaux. L'un des apports de la sociologie des migrations est de souligner que désormais la migration qui s'est prodigieusement féminisée, s'est dans le même élan, si vous me laissez passer cette expression, transnationalisée. Les membres d'une même famille résidant chacun dans un pays européen, et certains même font des allers-retours avec leur pays d'origine. Dans ce type de configuration, les femmes investissent et prennent les commandes d'une organisation communautaire à différents niveaux, se voulant des gardiennes de la tradition tout en épousant les standards de la modernité.

Le processus de la mondialisation et le développement des NTIC (internet, télécommunications, réseaux sociaux...) rétrécissent les frontières, rapprochent les Hommes et simplifient la communication. Le développement des médias communautaires nous fait peut-être assister à l'avènement d'un communautarisme virtuel, un communautarisme des ondes qui peut s'avérer comme des socialités post-modernes : les migrants comme les autres seront appelés à réinventer d'autres façons de perpétuer leurs modes de vie et leur vision du monde.

Le communautarisme en contexte migratoire n'est peut-être qu'un stade transitoire à l'image de la mobilité écologique du début du vingtième siècle aux Etats-Unis, ayant évolué vers un modèle de société « mixte », une sorte de meelting pot. Un modèle de société dans lequel les différences culturelles seraient perçues et vécues non comme un problème, mais comme une solution du vivre-ensemble.